

FRANCE-AFRIQUE

Pré carré de la présidence de la République, les relations entre la France et l'Afrique sont entachées de multiples violations des droits humains. Quarante ans après les indépendances, une politique plus responsable s'impose.

1. Le terme Françafrique désigne les relations « particulières » qu'entretient la France avec ses anciennes colonies africaines.

PLUS DE QUARANTE ANS après les indépendances, le bilan de la politique de la France en Afrique, aux plans tant économique, politique que militaire, est contesté par ses bénéficiaires supposés. La diplomatie française a souvent bloqué l'émergence des sociétés civiles africaines en soutenant sans modération des régimes contestés par leurs peuples, favorisant de nombreuses situations de crises politiques et de guerres. **Le soutien au régime génocidaire au Rwanda, la crise de succession au Togo ou la dérive du clan Deby au Tchad ont montré la situation d'impasse à laquelle mène une « diplomatie de la stabilité ».** Décidées dans l'opacité, sans contrôle parlementaire et

TÉMOIGNAGE

L'Afrique doit du fric

«Ainsi donc l'Afrique doit du fric!

Afrique esclavagisée, colonisée, martyrisée, dévaluée!

Ainsi donc l'Afrique doit du fric!

Les montagnes de fric volées par la Françafrique, les tyrans complices les gardent dans leurs comptes en Suisse, les pots de vin de Sirven, les crédits de Déby

Ainsi donc l'Afrique doit du fric!

Afrique mal dirigée, tyrannisée, manipulée, dévaluée!

Ainsi donc l'Afrique doit du fric!

La solde des mercenaires et les armes des tortionnaires, des milliards de francs volés à des peuples souffrants, les coups de fouet d'Houphouët, les sales sous de Sassou

Ainsi donc l'Afrique doit du fric!

Est-ce que l'Afrique doit encore? Non!

Après 400 ans d'esclavage, plusieurs années de travaux forcés, des milliers, des milliers d'entreprises qui pillent!

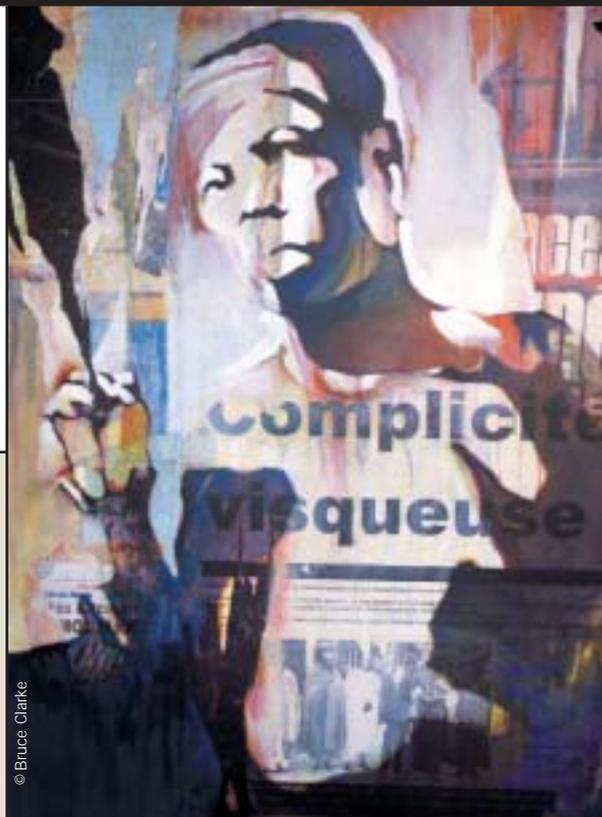
Les complots du FMI et les blagues de la Banque Mondiale, des milliers d'euros volés par des bandes d'escrocs, les faux comptes de Comté, les sales sous de Sassou.

Ainsi donc l'Afrique doit du fric!

Les montagnes de fric volées par la Françafrique, les présidents africains sont complices de ces trafics, les coups de fouet d'Houphouët, les gombos de Bongo.

Ainsi donc l'Afrique doit du fric! »

L'Afrique doit du fric, paroles de Tiken Jah Fakoly



© Bruce Clarke

citoyen, les interventions de l'État français en Afrique (financées par les contribuables) ont surtout servi les intérêts, parfois contradictoires, de minorités économiques ou politiques, en France comme en Afrique: les « réseaux de la Françafrique¹ ». **La France doit désormais réellement conditionner son appui au respect de l'État de droit et encourager fortement les États mettant en place des systèmes de gouvernance démocratique et investissant dans des programmes sociaux (éducation, santé, eau, logement, transport).** Elle doit notamment mettre un terme

à une diplomatie fondée sur des amitiés personnelles et cesser de cautionner des élections organisées sans contrôle efficace.

Sur le plan économique, le respect de la souveraineté des États africains passe par un encadrement plus strict des interventions des multinationales françaises, notamment en matière d'extraction de matières premières, de délégations de services publics (eau, communication, transport). Sur le plan militaire, il est nécessaire d'envisager la suspension des interventions armées unilatérales de la France en Afrique (sans mandat de l'ONU) et la fermeture des bases militaires françaises, à l'exception de celles prévues dans le cadre du renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP).

Du fait de son manque de cohérence et de transparence, **il apparaît aujourd'hui nécessaire de refonder la politique française en Afrique sur des bases plus conformes aux aspirations des populations africaines et des citoyens français. La politique extérieure de la France doit être dorénavant soumise aux règles élémentaires de démocratie, à travers notamment le renforcement du rôle du Parlement en matière de coopération économique, financière et militaire.**

POUR UNE POLITIQUE DE LA FRANCE EN AFRIQUE RESPONSABLE ET TRANSPARENTE

La campagne demande aux partis politiques de s'engager

- en faveur d'une politique de coopération avec l'Afrique respectant :
 - > l'état de droit et les aspirations démocratiques,
 - > les droits économiques, sociaux et culturels des peuples,
 - > la souveraineté économique, politique et militaire des États reconnus par leur population,
 - > les dynamiques régionales et continentales africaines ;
- en faveur d'un contrôle parlementaire et citoyen de la politique française en Afrique afin qu'elle ne puisse plus être confisquée par une minorité d'acteurs politiques et économiques. Nous demandons que soit mise en place une commission parlementaire chargée de réaliser un bilan des politiques françaises en Afrique en auditionnant experts, responsables politiques, économiques et associatifs ;
- pour que la France défende plus activement les intérêts africains au sein des institutions internationales.



A LIRE

- + *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, François-Xavier Verschave, 1999, Stock
- + *De la Françafrique à la Mafiafrique*, de François-Xavier Verschave, 2004, Tribord
- + *Noir silence*, François-Xavier Verschave, 2000, Les Arènes
- + *La privatisation de la violence. Mercenaires et sociétés militaires privées au service du marché*, Dossier noir n° 21, Xavier Renou, 2006, Agone
- + *Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux*, Dossier noir n°20, Gilles Labarthe, 2005, Agone

A CONSULTER

- + Libération Afrique : www.liberationafrique.org
- + Survie : www.survie-france.org

A ÉCOUTER

- + « *Africa wants to be free!* » et « *Décolonisons!* », compilations disponibles auprès de Survie